



HAL
open science

Kobane : victime du grand jeu turc. Les kurdes syriens assiégés

Cyril Roussel

► **To cite this version:**

Cyril Roussel. Kobane : victime du grand jeu turc. Les kurdes syriens assiégés. Orient XXI, 2014.
hal-04797443

HAL Id: hal-04797443

<https://hal.science/hal-04797443v1>

Submitted on 22 Nov 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Public Domain

Kobane : victime du grand jeu turc.

Les kurdes syriens assiégés

Par Cyril Roussel¹

Résumé : Dans la guerre civile syrienne (année 2014), les Kurdes sont pris entre plusieurs fronts. Rejetés des coalitions rebelles dominées par les pays du Golfe et la Turquie, ils doivent faire face, seuls, à la poussée des combattants de l'État Islamique. La complaisance de la Turquie dans cette offensive des djihadistes cache mal les desseins d'Ankara : en facilitant la progression des combattants djihadistes, elle se donne un bon prétexte pour de futures interventions sur le sol syrien, tout en se réjouissant du nettoyage des Kurdes à sa frontière.

Mots-clés : Syrie, Turquie, Kurdes, Kobane, guerre civile, État Islamique, djihadisme.

La longévité du conflit syrien s'explique par la diversité des acteurs impliqués mais aussi par leur imbrication dans des logiques nationales, régionales et internationales contradictoires en lien avec des puissances extérieures alliées qui les financent ou les épaulent (Occident/Chine et Russie ; Turquie et Golfe/Iran-Irak chiite-Hezbollah). En plus de la traditionnelle opposition régime/Armée syrienne libre (ASL), de nouveaux groupes armés, soutenant chacun des projets politico-territoriaux concurrents, tentent de contrôler des morceaux du territoire syrien.

Parmi eux, il demeure un acteur, devenu central sur la scène syrienne à partir de 2012, qui semblait tirer son épingle du jeu : les Kurdes de Syrie. Faiblement impliqués dans les calculs stratégiques et géopolitiques des puissances voisines belligérantes, les Kurdes syriens ont

¹ Chercheur CNRS, Ifpo Amman (Umifre 6).

semblé faire « cavalier seul² » depuis près de deux ans. Malgré l'absence de soutien avéré en dehors de leurs réseaux politiques propres dominés par le Parti de l'union démocratique (PYD) proche du PKK, ils se sont pourtant rapidement détachés de la tutelle de Damas sans toutefois être intégrés dans les autres coalitions politiques ou forces militaires anti-régime (Coordination nationale syrienne, Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution, Front islamique, Front de libération islamique). Le rôle de la Turquie, qui soutient les rebelles syriens du CNS depuis 2011 ainsi que des mouvements plus radicaux avec l'allongement du conflit, a été primordial dans ce rejet des Kurdes de la coalition (CNS puis CNFOR). Depuis le début du conflit, Ankara a toujours œuvré pour les marginaliser, les priver de ressources et les rendre vulnérables. Acteur à part du conflit syrien, les Kurdes ont pourtant rapidement su tirer profit de la guerre civile pour constituer leur propre projet politique et territoriale : une région auto-administrée appelée Rojava, composée de trois cantons autonomes (Afrin, Kobane, Djezireh). Aidés par les Kurdes de Turquie tant dans la mise en place de leur propre administration que dans les créations de milices d'auto-défense (YPG), l'envol des Kurdes syriens avait tout pour déplaire à son puissant voisin du nord qui ne pouvait que constater son impuissance à peser sur le dossier syrien.

Ankara a depuis longtemps œuvré dans l'ombre à la destruction du projet politico-territorial kurde précisément parce que celui-ci est une application des idées du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) son ennemi héréditaire. Il est devenu très clair, avec la chute annoncée de Kobane et l'éradication de l'ensemble du canton, que la Turquie a joué la carte djihadiste pour nettoyer le nord de la Syrie de la présence kurde.

Avant la chute de la ville, cette stratégie était dénoncée par les seuls membres du Parti de l'Union démocratique (PYD) qui régulièrement soulignaient l'implication d'Ankara dans plusieurs batailles que les Kurdes menaient contre les djihadistes le long de la frontière syro-

² ROUSSEL C., 2014 : « Le cavalier seul des Kurdes de Syrie », *Orient XXI*, URL : <http://orientxxi.info/magazine/le-cavalier-seul-des-kurdes-de.0553>

turque (comme la bataille de Sarikaniye entre les YPG et Jahbat el-Nosra à l'été 2013). Le parrainage des YPG par le PKK et la proximité idéologique des deux mouvements politiques (PYD-PKK) pouvait assurément faire sourire les observateurs étrangers qui avaient tendance à interpréter ces prétendues « preuves » comme le résultat d'une manie obsessionnelle des combattants kurdes qui analysent tout à travers leur logiciel anti-turc. L'aversion systématique du PKK envers Ankara et donc la méfiance dont est l'objet cette organisation désignée en Occident comme « terroriste », ont certainement contribué un temps à minimiser, médiatiquement parlant, le rôle d'Ankara dans la poussée djihadiste dans le nord de la Syrie.

Les preuves de la bienveillance d'Ankara envers les djihadistes sont nombreuses. Dès 2012, les Kurdes de Djezireh se plaignaient des facilités qui étaient accordées à ces combattants pour traverser la frontière turco-syrienne dans les deux sens. Les années suivantes ont montré que les djihadistes, présents toujours en plus grand nombre, bénéficiaient de structures de soin et de réseaux d'entraide financière efficaces côté turc. Lors des violents combats de Sarikaniye, des véhicules turcs venaient leur porter secours.

A partir de l'année 2013, les combattants djihadistes s'internationalisent. De moins en moins de Syriens, mais des Marocains, des Libyens, des Egyptiens, des Irakiens, des Tchétchènes, des Pakistanais se retrouvaient en face des milices kurdes, enrôlés dans l'EIL³. Une partie des membres de cette organisation avait transité par la Turquie comme le font toujours les djihadistes européens qui se rendent en Syrie et qui bénéficient de toutes les facilités pour se lancer dans le djihad. Des passeports ramassés sur les victimes djihadistes lors des diverses batailles à Sarikaniye (été-automne 2013) m'ont été présentés lors des entretiens que j'ai menés avec les représentants du canton de Djezireh : peu de Syriens parmi eux.

Le laisser-faire et la complaisance d'Ankara apparaît au grand jour, lorsque des centaines de combattants djihadistes prirent la ville arménienne de Kassab en mars 2014. Ville-frontalière,

³ Abréviation de « État Islamique en Irak et au Levant » qui prendra le nom d'organisation de l'État Islamique (OEI) après la conquête de Mossoul en Irak en juin 2014.

les combattants étaient arrivés depuis la province turque d'Hatay. Récemment, la quasi-prise de Kobane par les djihadistes a été facilitée par le blocus d'Ankara qui a fermé sa frontière empêchant cette fois-ci tout renfort kurde de venir défendre la ville par le nord au moment le plus critique. On comprend mieux les silences d'Ankara et les hésitations qu'en à sa participation à la coalition internationale contre l'organisation de l'Etat islamique (OEI).

Contrairement aux djihadistes, comme nous l'expliquons plus loin, Kobane est stratégique pour les Kurdes. C'est le canton central, d'un chapelet de trois territoires qui pourraient, à terme s'ils sont reliés, constituer un Kurdistan autonome viable en Syrie. C'est précisément ce qu'Ankara veut éviter. A l'inverse, le PKK et les YPG doivent montrer qu'ils peuvent défendre les zones de peuplement kurde. C'est sur ce point qu'ils ont fondé leur légitimité et pas encore dans les urnes. La perte du canton (déjà effective) et de son chef-lieu serait un coup dur pour les Kurdes et même une tragédie. Il s'agirait d'un terrible revers qui marquerait les consciences kurdes, mais cette perte ne serait pas qu'une désillusion politique. Comme pour la guerre en Yougoslavie, nous venons d'assister à un nouvel épisode du nettoyage ethnique qui accompagne chaque poussée de l'OEI dans des zones qui ne sont pas à majorité arabe et sunnite. Outre le coup sérieux porté au projet autonomiste kurde – le Rojava perd un de ces trois cantons – c'est bien la géographie de toute une zone du peuplement qui vient d'être effacée. Après le Jebel Sinjar en Irak, territoire-refuge des Kurdes yézidis, la poche kurde de Kobane est le deuxième espace communautaire à disparaître. Le prochain pourrait être le canton d'Afrin qui est dans la même configuration géographique que Kobane : enclavé au milieu d'un environnement arabe et limitrophe de la Turquie. Le canton de Djezireh semble quant à lui le plus difficile à prendre. Possédant une frontière avec le Kurdistan d'Irak, ce territoire pourrait être mieux défendu par l'envoi de renfort par le côté irakien, surtout depuis que le PKK a volé au secours des Kurdes d'Irak, à Shingal (Jebel Sinjar) et à Makhmur, lors de l'offensive de l'OEI en août 2014.

L'éloignement de Damas et l'émiettement des groupes rebelles ont contribué à la réussite du projet kurde. Mais la proximité de la Turquie et l'émergence, à la suite de ses victoires sur le terrain irakien, d'un groupe djihadiste fort, l'OEI, a totalement modifié l'équilibre des forces qui avait permis, entre 2012 et 2014, un certain statut quo dans le nord de la Syrie. Depuis septembre 2014, les Kurdes de Syrie, sans soutien extérieur, ne semblent plus en mesure de pouvoir défendre leur projet face aux djihadistes surarmés et à la complaisance d'Ankara à leur égard.

La perte du canton de Kobane et le nettoyage ethnique qui en a résulté (fuite de près de 300 000 personnes) ne représentent pas, contrairement à ce que rapporte nombre de médias occidentaux, une prise stratégique pour l'OEI. Le canton ne possède aucune richesse naturelle commercialisable à l'inverse du canton de Djezireh. Même sa position n'a rien de stratégique : l'OEI n'avait nullement besoin de contrôler ce gros bourg agricole pour s'ouvrir une fenêtre sur la Turquie. Fenêtre que les djihadistes possèdent déjà depuis longtemps grâce au contrôle de la zone frontalière à l'est et à l'ouest de Tell Abyad (partie septentrionale du gouvernorat de Raqqa). Et c'est précisément le long de ces près de 150 kilomètres de frontière commune que s'effectue les trafics de marchandises et les passages de combattants. Les djihadistes œuvrent certes à l'expansion territoriale dans le but de créer un grand califat. Mais dans ce dessein, le Rojava – projet laïc, multiethnique, faisant toute sa place aux femmes, d'inspiration démocratique – est une épine dans leur talon. Assurément, Kobane n'est pas stratégique pour l'OEI mais symbolique : c'est une victoire sur les Kurdes du PKK que les djihadistes recherchent, mouvement qui jusque-là les a presque toujours vaincus sur le terrain militaire. La victoire des djihadistes à Kobane fait, en revanche, l'affaire d'Ankara à plus d'un titre.

En effet, la Turquie, qui était présentée comme la grande perdante du conflit syrien, semble enfin tenir entre ses mains les atouts de sa future suprématie dans le nord de la Syrie : les

victoires de l'OEI sur les Kurdes syriens ne peuvent que conforter Ankara qui cherche tous les prétextes à une intervention en Syrie dans le but d'y instaurer une zone tampon qui lui permettrait de fermer ses frontières aux réfugiés syriens et de tenir les Kurdes du PKK éloignés. La suprématie des djihadistes à sa frontière méridionale donnera à la Turquie tous les prétextes à une intervention (lorsqu'elle le désirera à condition que les Etats-Unis fléchissent leur position) en bonne et due forme qui, cette fois, pourrait se faire avec l'approbation de la coalition internationale. La Turquie continuera certainement à jouer, à sa guise, la carte « djihadiste » dans sa guerre en Syrie, carte doublement gagnante pour Ankara : elle pourrait lui offrir un droit d'invasion et elle anéantit tout espoir kurde de créer un projet politico-territorial sous influence du PKK. Qu'Ankara entre sur le territoire syrien ou pire, qu'elle laisse faire, encore pour un temps, l'OEI, le projet kurde du Rojava risque de prendre fin très prochainement jetant sur les routes plus d'un million de réfugiés, kurdes et chrétiens. C'est précisément face à ces calculs stratégiques que les Kurdes de Turquie et de la diaspora se soulèvent. Qu'Ankara ait fait ou non des promesses aux Kurdes (en s'engageant à faciliter la défense de Kobane par la mise en place d'un corridor sur son territoire qui aurait permis d'acheminer armes et renforts), les conséquences sur la scène politique turque de la tragédie de Kobane pourrait bien signer la fin du processus de paix entamer entre le gouvernement turc et le PKK. Le risque serait alors une reprise du conflit sur le sol turc. La colère des Kurdes est légitime. Pourtant, les organisations kurdes de Turquie (BDP, HDP) et même le PYD, qui reste assez mesuré dans ces critiques par rapport à Ankara, semblent ne pas vouloir totalement rompre le dialogue avec la Turquie. Il faut bien comprendre que c'est Ankara qui a les clés de la question kurde entre ses mains. Rompre l'embargo turc par le dialogue et la pression de l'opinion publique pourrait être une solution pour tenter de sauver Kobane s'il n'est pas déjà trop tard. En tous les cas, la mobilisation des Kurdes en Turquie et dans le monde qui a forcé les avions de la coalition à intensifier leurs frappes autour de Kobane en soutien aux

combattants kurdes est déjà un sérieux revers pour Ankara qui est dorénavant obligé de montrer son vrai visage.

Les alliances et les calculs personnels des acteurs externes du conflit syrien deviennent ainsi de plus en plus contradictoires avec certains des buts affichés et de plus en plus cyniques pour les populations locales. La France dans sa politique du « tout sauf Bashar » soutient dorénavant la Turquie, qui bien que membre de l'OTAN et membre tardif de la coalition internationale contre l'OEI, continue à jouer explicitement la carte des djihadistes pour anéantir le projet kurde. Ankara cherche à marchander son engagement dans la guerre à l'OEI contre la possibilité d'utiliser à sa guise la Syrie comme un glacis défensif nettoyé du PKK ou bien contre la garantie de pousser ses alliés et ses troupes jusqu'à Damas. Paris, déjà enclin à soutenir les positions de pays du Golfe comme l'Arabie Saoudite, matrice idéologique et financière⁴ du djihadisme salafiste, semble s'engager dans ce jeu de dupe qui au final coutera cher en vies humaines et en gestion des flux de réfugiés. Alors que le gouvernement français semble si préoccupé par ses candidats au jihad, comment peut-il encore poursuivre dans cette voie où les buts affichés ne sont plus en accord avec les calculs personnels et les bénéfices recherchés ?

⁴ Sans être la seule.